

19 présent.e.s, 4 absent.e.s, 3 excusé.e.s, 3 procurations [Philippe Sandrin (procuration à Alain Olivier) ; Jean-Paul Kerveillant, Bénédicte Darras (procuration à Jean-Bernard Yannic) ; Michèle Rousseau (procuration à Annie Marzin)].

Pierre Plouzennec, le Maire, propose à l'assemblée délibérante de modifier l'ordre du jour : rajout d'un point concernant le tableau des emplois et ajournement du point sur l'acquisition du mini-bus ; la modification est adoptée à l'unanimité (22 pour).

Compte rendu du Conseil municipal du 16 décembre 2019

Le Maire, Pierre Plouzennec, fait lecture du compte-rendu du dernier conseil municipal, qui est adopté (20 pour, 2 contre - Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé). Thomas Le Reun, conseiller municipal, est ensuite élu (22 pour) secrétaire de séance.

1. Convention Territoriale Globale

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente la Convention Territoriale Globale (CTG) : dans le cadre du partenariat avec la CAF et le Conseil Départemental, il est proposé aux communes de signer dès 2020 une CTG (Convention Territoriale Globale). Celle-ci remplacera progressivement les autres contrats liant les communes à la CAF ou au Département et permettra de proposer une offre globale de services et d'aides en cohérence avec les politiques locales. Le dossier a été transmis aux élus et présenté à la commission action sociale et affaires scolaires réunie le 4 février.

Elle en fait la synthèse et énonce les principaux chiffres clefs. Elle explique également que la problématique de la mobilité est un enjeu transversal commun.

Gaby Peton informe l'assemblée qu'un comité de pilotage a été mis en place au niveau de la communauté de communes et il convient aux prochaines équipes de faire vivre la convention.

Le maire, Pierre Plouzennec, précise que la CTG est appelée à devenir le volet social du contrat de territoire. La communauté de communes ou les communes s'engagent sur des actions et le département apporte un financement.

Jean-Marc Jaouen, conseiller municipal, précise que certaines actions sont déjà menées et d'autres sont à venir : il y a de la concertation et de la mutualisation entre les différents acteurs.

Claude Conrod, conseiller municipal, estime que la fréquence des transports publics est trop faible et que les horaires ne sont pas adaptés sur la commune.

Pierre Plouzennec, le Maire, explique que le transport collectif est géré par le réseau armature régional et que l'expérience du transport à la demande n'a pas fonctionné ; le co-voiturage pourrait être un projet à développer à l'instar de nouvelles initiatives à trouver.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 2 absents - Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé), valide la CTG telle que présentée et autorise le Maire à signer la convention.

2. Convention Infra POLMAR / Vigipol - CCHPB

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, rappelle que le Conseil Municipal du 14 octobre 2019 a décidé de l'adhésion à Vigipol (Vigilance Pollution) puis présente le programme Infra POLMAR, via la CCHPB (Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden) qui a été approuvé en conseil communautaire en décembre 2019. Ce programme permet d'élaborer un plan de secours type adapté au territoire de la CCHPB en cas de pollution maritime ou de marée noire. Ce plan sera réalisé grâce à un groupe de travail constitué d'élus et de techniciens des collectivités concernées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (22 pour) l'adhésion au programme Infra Polmar et autorise le Maire à engager les démarches nécessaires à cette décision.

3. Convention Kerwatt (E-Ker)

Pierre Plouzennec, le Maire, rappelle que le COPIL de la Mairie (comité pour la restructuration du bâtiment) a proposé la valorisation de la toiture par l'exploitation photovoltaïque soit en régie, soit en occupation du domaine public, dans le cadre d'une démarche citoyenne. C'est Kerwatt, émanation de l'association E-Ker, qui a été retenue par le bureau municipal.

Le Maire présente le projet de convention qui précise notamment les différentes obligations à respecter pour l'exploitation de la centrale solaire mais aussi en cas de défaillance de la structure et les conditions à l'échéance de la convention au terme de 20 ans.

Il propose ensuite de fixer le prix du loyer à 24 € par an.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (22 pour) la convention pour l'occupation du domaine public et autorise le Maire à signer les documents en découlant et à engager les démarches nécessaires à cette décision.

4. Convention Fontaram – location du bâtiment « mairie » pour un tournage de film

Le Maire explique que la société de production audiovisuelle Fontaram souhaite réaliser une partie du tournage d'un téléfilm (Meurtre à la pointe du Raz) dans les locaux de la mairie, aujourd'hui désaffectée et en attente de la rénovation pour la période du 10 février au 25 mars 2020. Il propose ensuite à l'assemblée de fixer le prix de location à 2 000 € pour la période ; les dépenses de fluides seront réglées par la société de production.

Après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour), le conseil municipal autorise le Maire à signer la convention et prévoit la recette au budget.

5. Achat du véhicule 9 places

Point ajourné

6. Délocalisation de la salle des mariages

Le Maire, Pierre Plouzennec, explique que pendant la durée des travaux de la mairie en cours de rénovation, il convient d'identifier une salle communale pour pouvoir célébrer les mariages durant cette période. En effet, la délocalisation de la salle de célébration des mariages doit répondre à un certain nombre de normes (articles L. 2121-30-1 et R 2122-11 du CGCT) et le choix s'est porté sur le foyer communal, accessible par tous et situé à proximité de la mairie. Il conviendra ensuite d'en informer le Procureur de la République.

Après étude de plusieurs solutions, le Maire précise que la salle la mieux appropriée est celle du foyer communal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (22 pour) à l'unanimité, définit le foyer communal comme lieu de célébration des mariages jusqu'à réception de la mairie rénovée et autorise le Maire à prendre toute disposition nécessaire.

7. Subventions exceptionnelles

7.1 Redadeg 2020

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, présente le projet de la course la *Redadeg* qui soutient la langue bretonne et qui passera à Plozévet le 18 mai 2020 à 15h12. Le bureau municipal suggère l'achat d'un kilomètre de cette course relais pour un montant de 250 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (22 pour), autorise le versement de la subvention et prévoit la dépense au budget.

7.2 Association Du bonheur à l'Ouest

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, présente les objectifs de la nouvelle association Du Bonheur à l'Ouest qui a sollicité l'octroi anticipé d'une subvention au titre de l'année 2020, notamment pour organiser des animations comme le carnaval et une chasse à l'œuf.

Après en avoir délibéré (21 pour ; 1 abstention - Jocelyne Kervella-Lainé), le conseil municipal autorise le versement d'une subvention de 250 € à l'association et inscrit la dépense au Budget.

1. Personnel communal

8.1 Mise en place du RIFSEEP

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le projet de RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) appliqué au personnel communal. Le dossier a été présenté et validé par le Comité Technique du CDG29 (Centre de Gestion du Finistère).

Il explique que le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle afin de garantir à chaque agent quel que soit son grade ou emploi, un montant indemnitaire de base, fixé par groupe hiérarchique, et proratisé au temps de travail ; afin de prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- le complément indemnitaire (CI) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir afin d'instaurer une part d'indemnité personnalisée modulable liée à la manière de servir, assise sur l'entretien annuel d'évaluation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour), autorise le Maire à mettre en place le RIFSEEP au sein de la commune (dans la limite de celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes) tel que présenté et prévoit la dépense budgétaire.

8.2 Tableau des emplois

Le maire, Pierre Plouzennec, rappelle l'adoption par le conseil municipal du dernier tableau des emplois, en date du 16 mai 2019, et propose une modification de celui-ci dans le cadre de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences) pour permettre une évolution de carrière aux agents du service extérieur jusqu'au grade d'agent de maîtrise.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (22 pour) adopte la proposition et autorise la modification du tableau des emplois tel que présenté.

1. Dénomination de rue et numérotation

Alain Olivier, conseiller municipal délégué, rappelle la démarche de dénomination des rues de la commune et de leur numérotation et présente le projet de nomination de la rue Hent Coat Pin.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (22 pour) autorise le Maire à dénommer la rue « Hent Coat pin », à attribuer une numérotation aux habitations et prévoit la dépense au budget.

2. Affaires foncières

Le Maire, Pierre Plouzenec, présente à l'assemblée un dossier d'échange de terrains en vue de régulariser la situation de parcelles situées Chemin de la Corniche. Les plans ainsi que la procédure sont exposées aux conseillers : le document d'arpentage a déjà été réalisé, il convient donc de procéder à l'échange entre les trois parties : la Commune de Plozévet, M. Cabillic et l'association Arts et Vie.

Après en avoir délibéré (20 pour ; 2 abstentions : Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé), le conseil municipal autorise le Maire à signer tout acte nécessaire à la réalisation de l'échange de parcelles, conformément au document d'arpentage (une cession de l'association Arts et vie à M. Cabillic, une cession de M. Cabillic à la Commune et une cession de la Commune à l'association Arts et Vie, le tout pour environ 300 m²) et prévoit l'inscription budgétaire.

3. Prêt d'honneur

Le Maire expose la demande d'une jeune étudiante plozévetienne, Maëlan Guillou, qui sollicite la commune pour l'octroi d'un prêt étudiant afin de financer un séjour linguistique. Il est d'usage d'accorder un montant de 1 000€, somme que le bénéficiaire s'engage à rembourser au premier emploi durable.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour), autorise le Maire à octroyer le prêt d'honneur et prévoit la dépense au budget.

Informations :

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme, fait part à l'assemblée de la décision du Tribunal administratif de Rennes en date du 20 décembre dernier, défavorable à la Commune. Le juge considère qu'en application de la loi Littoral, la division de terrain accordée au lieu-dit Brumphuez doit être retirée.

Le Maire, Pierre Plouzenec, informe l'assemblée que l'assurance de la commune vient de verser une première enveloppe d'indemnisation d'un montant de 275 K€ pour la réparation des préjudices subis suite à l'incendie des services techniques

Véronique Le Scaon, conseillère municipale déléguée, informe du renouvellement de l'opération « sachet de graines », qui cette année auront en couleurs dominantes le jaune et l'orange.

Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 21h15.

*VU pour être affiché le 10 février 2020
conformément à l'article 2121-25 du code général des
collectivités territoriales*

